

QUEST CONSEILS

EXPERTISE COMPTABLE & AUDIT

Delphine CROGUENNEC
Dominique DENIEL
Frédérique DENIEL-HOSTIOU
Laëtitia GUILLEMOT
Paul GUILLOU
Pierre-Yves LE CORRE
Aurélien MARCHAND
Florent MICHEL
Gildas RAZIL
Mikaël ROCUET
François RODRIGUEZ
Samuel ROUSSEAU
David TRIPON

*Experts-Comptables
Commissaires aux comptes*

Association BODADEG AR SONERION

2 Chemin du Conservatoire

56270 PLOEMEUR

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2024

www.ouestconseils.bzh 

QUEST CONSEILS QUIMPER 3 allée François Bazin - CS 23023 - 29334 Quimper Cedex - Tél. 02 98 90 00 29 - Email : contact.quimper@ouestconseils.fr
Ouest Conseils Audit - S.A. au capital de 1 257 400 € - R.C.S. QUIMPER 377 180 195 - Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre du Conseil Régional de Bretagne
Société de commissariat aux comptes membre de la CRCC Ouest Atlantique
BREST - QUIMPER - LORIENT - AURAY - VANNES - MUZILLAC



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Aux membres de l'Association BODADEG AR SONERION,

▪ Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association BODADEG AR SONERION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

• Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

.../...

▪ **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

▪ **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

▪ **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

▪ Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A QUIMPER, le 15 Mai 2025



Société OUEST CONSEILS AUDIT
Commissaire aux Comptes
Dominique DENIEL

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	2 850	392	2 457	
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	2 850	392	2 457	
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions				
	Inst. techniques, mat.out. industriels	52 160	50 083	2 077	4 390
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	52 160	50 083	2 077	4 390
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées	4 616	4 616		
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
Actif circulant	Autres	279		279	279
	TOTAL	4 895	4 616	279	279
	Total I	59 905	55 092	4 813	4 669
	Stocks et en cours	26 610	19 856	6 753	15 685
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	31 322	269	31 052	64 431
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	128 221		128 221	55 426
	TOTAL	159 544	269	159 274	119 857
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	225 491		225 491	101 419
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	2 610		2 610	530
	TOTAL II	414 256	20 126	394 130	237 493
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	474 162	75 218	398 943	242 162
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		-113 666	-65 597
Situation nette (sous-total)		53 562	167 229
Fonds propres	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total I	53 562	167 229
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques	18 970	
	Provisions pour charges	4 303	5 482
	Total III	23 273	5 482
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	264 626	12 901
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	35 625	31 528
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	21 855	25 021
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		322 107	69 450
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		398 943	242 162
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
		12 mois	12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	96 067	80 760
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	6 793	8 884
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	136 736	118 933
	<i>dont parrainages</i>		2 000
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	433 500	445 000
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	2 495	
	Mécénats	18 480	40 583
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 178	6 827
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	122	722
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		695 374	701 710
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		1 313
	Variation de stocks	816	-8 900
	Autres achats et charges externes (1)	579 942	600 623
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	3 630	2 551
	Salaires et traitements	156 648	110 127
	Charges sociales	45 622	35 605
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 705	3 182
	Dotations aux provisions	8 385	17 857
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	974	6 386
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		798 725	768 747
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-103 350	-67 036

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	3 079	1 439
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 500	
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		4 579	1 439
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV			
2. Résultat financier (III-IV)		4 579	1 439
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-98 771	-65 597
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	7 975	
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		7 975	
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	21 370	
	Sur opérations en capital	1 500	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	22 870	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-14 894	
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		707 928	703 149
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		821 595	768 747
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-113 666	-65 597
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

BODADEG AR SONERION

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/12/2024



Table des matières

Table des matières	2
1. Principes et méthodes comptables	3
2. Faits caractéristiques de l'exercice.....	3
3. Événements postérieurs à la clôture	3
4. Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat.....	4
4.1 Actif immobilisé.....	4
4.2 Actif circulant.....	8
État des échéances des créances à la clôture de l'exercice.....	9
4.3 Fonds propres.....	10
4.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs	11
État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice.....	12
4.5 Compte de résultat.....	13
4.6 Informations relatives à l'effectif.....	14
5. Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	14
5.1 Engagements financiers donnés et reçus	14

1. Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2024 sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables prévues par les textes légaux et réglementaires applicables en France.

Ils respectent en particulier les dispositions des règlements de l'Autorité des Normes Comptables modifiant le règlement n°2018-06 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives.

2. Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice 2024 a été marqué par un déséquilibre financier important, principalement dû à l'organisation des concours d'hiver et des championnats nationaux, dont les coûts ont largement excédé les recettes générées.

Ces événements ont ainsi généré un déficit de 55 K€. Malgré les mesures de rationalisation mises en œuvre en cours d'année, les charges engagées n'ont pu être compensées, impactant fortement le résultat de l'exercice.

À cela s'est ajouté un coût exceptionnel de 21 K€, lié au règlement d'un litige avec une ancienne salariée. Par ailleurs, la diminution des subventions régionales (-10 K€) a également pesé sur l'équilibre budgétaire.

L'ensemble de ces éléments conduit à un résultat déficitaire de -114 K€ à la clôture de l'exercice 2024.

3. Événements postérieurs à la clôture

Dans le prolongement des difficultés rencontrées au cours de l'exercice 2024, plusieurs événements significatifs sont intervenus après la clôture des comptes.

Le 21 janvier 2025, un courrier a été adressé aux adhérents pour les informer de la mise en pause des principales activités de l'association, dans l'attente d'une redéfinition de son modèle économique et organisationnel. Ce message, relayé par voie de presse, marque un tournant dans la vie de l'association.

Par ailleurs, Ludwig Bélin, directeur de l'association, a annoncé son départ au cours du printemps 2025.

Une procédure de recrutement sera engagée pour garantir le remplacement du directeur sortant.

4. Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

4.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

1.1.1. État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	1 320	2 850	1 320	-	2 850
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	4 741	-	-	-	4 741
	Install. générales, ag. Am. divers	5 734	-	-	-	5 734
	Matériel de transport	16 080	-	-	-	16 080

	Mat bur., informatique, mobilier	25 606	-	-	-	25 606
	Total III	52 161	-	-	-	52 161
Immobilisations financières	Participations	4 616	-	-	-	4 616
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	1 779	-	1 500	-	279
	Total IV	6 395	-	1 500	-	4 895
Total général		59 876	2 850	2 820	-	59 906

1.1.2. Amortissements de l'actif immobilisé

		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fins (D)
Amortissements incorporels	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	1 320	393	1 320	393
Amortissements corporels	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	3 305	338	-	3 643
	Install. générales, ag. Am. divers	5 355	155	-	5 509
	Matériel de transport	16 080	-	-	16 080
	Mat bur., informatique, mobilier	23 031	1 820	-	24 851
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	47 771	2 313	-	50 083
Total général		49 091	2 705	1 320	50 476

1.1.3. Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	6 116	-	1 500	4 616
TOTAL	6 116	-	1 500	4 616

Commentaire :

Une dépréciation avait été enregistrée sur la consignation de 1 500 € versée dans le cadre de la procédure opposant l'association à M. Le Bourhis, pour donner suite à la condamnation prononcée en première instance par le Tribunal Judiciaire. Ce jugement a été infirmé en appel, ouvrant la voie à un remboursement de la somme consignée. Toutefois, en raison de la situation financière fragile de la partie adverse, un risque de non-recouvrement subsistait. Un accord a finalement été trouvé, avec la mise en place d'un plan d'apurement. Un premier versement a été reçu le 17 janvier 2025 via la CARPA, rendant la dépréciation initialement comptabilisée sans objet.

A été maintenu en dépréciation les 4 616 € des parts sociales détenues sur la SA COOP BREIZH : La coopérative ne pouvant surmonter ses difficultés financières, elle a demandé son placement en redressement judiciaire le 17 septembre 2024.

1.1.4. Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	1 320	393	-	1 320	-	393
Corporelles	47 771	2 313	-	-	-	50 083
TOTAL	49 091	2 705	-	1 320	50 476	50 476

4.2 Actif circulant

4.2.1 État des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements			
En cours de production de biens			
En cours de production de services			
Produits intermédiaires			
Produits finis			
Marchandises	26 610	(19 856)	6 754
TOTAL	26 610	(19 856)	6 754

Commentaire : L'intégralité des CD/DVD ainsi que des livres et méthodes d'apprentissage ont été dépréciés en raison de l'obsolescence des supports d'écoute et du très faible écoulement de ces stocks. En effet, ces produits, qui ne connaissent plus une demande significative sur le marché, n'ont qu'une valeur résiduelle en cas de reprise ou de revente.

4.2.2 État des autres éléments de l'actif circulant

État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

État des créances		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
De l'actif immobilisé	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
De l'actif circulant	Créances Clients et Comptes rattachés	31 323	64 431	
	Subventions à recevoir	50 000	50 000	
	Autres : Fournisseurs débiteurs	128 221	5 426	
Charges constatées d'avance		2 610	531	
TOTAL		164 439	120 388	

Prêts Accordés en cours d'exercice	Néant
Remboursements obtenus en cours d'exercice	Néant

4.3 Fonds propres

1.3.1. Tableau d'affectation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant		Montant		Montant		Montant
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-			-		-		-
Réserves	232 826	-65 597	-	-		-		167 229
Report à nouveau	-	-	-	-		-		-
Excédent ou déficit de l'exercice	-65 597	65 597	-	-	-	-113 667	-	-113 667
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-			-		-		-
Provisions réglementées	-			-		-		-
TOTAL	167 229	-	-	-	-	-113 667	-	53 562

4.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

1.4.1. Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour indemnités de fin de carrière	12 310		6 828	5 482
TOTAL	12 310		6 828	5 482

1.4.2. Passifs non comptabilisés

Néant

1.4.3. Etat des autres passifs :

État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

État des dettes		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		264 627	264 627		
Dettes fiscales et sociales		22 938	22 938		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Dettes diverses		3 292	3 292		
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		290 857	290 857		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	Néant
Emprunts remboursés en cours d'exercice	Néant
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	Néant

4.5 Compte de résultat

4.5.1 Ventilation des produits de subvention

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives.

Une condition suspensive non levée ne permet pas d'enregistrer la subvention en produits.

4.5.2 Contributions volontaires en numéraire

Nature de la contribution	Montant
Don	2 495
Mécénat	18 481

4.5.3 Détail des charges et produits exceptionnels

Nature de la charge exceptionnelle	Montant
Protocole transactionnel litige salariée	21 370
Festival de Lorient – facturation gobelets non rendus édition 2023	1 631
Festival de Cornouaille – avoir sur frais de secrétariat 2023	1 796
Corrections comptables sur bilan 2023	1 237
Solde consignation Carpa (affaire le Bourhis)	1 500
Total	27 534

Nature du produit exceptionnel	Montant
Corrections comptables sur bilan 2023	1 611
Quote-part de la condamnation aff Le Bourhis revenant à Sonerion	7 975
Total	9 586

4.6 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	1	N/C
Agents de maîtrise et Techniciens		N/C
Employés	3	N/C
Ouvriers		N/C
TOTAL	4	N/C

Commentaire : Nous n'avons pas d'information précise concernant le nombre d'ETP pour les formateurs mis à disposition par les différentes fédérations départementales.

5. Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

5.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals	Néant	Néant
Cautionnements	Néant	Néant
Garanties	Néant	Néant
Créances cédées non échus	Néant	Néant
Garanties d'actif et de passif	Néant	Néant
Clauses de retour à meilleure fortune	Néant	Néant
Engagements consentis à l'égard d'entités liées	Néant	Néant
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées	Néant	Néant
Engagements assortis de sûretés réelles	Néant	Néant
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan	Néant	Néant
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »	Néant	Néant
Engagements consentis de manière conditionnelle	Néant	Néant